



## Stop à la guerre et au ciblage des journalistes au Proche-Orient

Des dizaines de milliers de civils ont été massacrés à Gaza depuis octobre 2023 par l'armée israélienne, et plusieurs centaines ont été tués au Liban en seulement quelques semaines.

Parmi eux, au moins 143 journalistes ont été tués – 130 Palestiniens à Gaza, 4 Israéliens, 1 Syrienne et 8 Libanais – dont les 3 derniers assassinés au sud Liban le 25 octobre 2024.

Alors que beaucoup mettent leur vie au service de l'information du monde entier, dans un territoire, Gaza, auquel Israël interdit toujours l'accès pour les médias internationaux, ces journalistes ont en très grande majorité été délibérément ciblés ce qui constitue des crimes de guerre. Israël a en outre récemment stigmatisé six journalistes du nord de Gaza en les présentant comme des « terroristes », une accusation sans preuve, qui vise à faciliter l'acceptation de leur potentiel assassinat.

Nous, soussignés, Fédération internationale des journalistes (FIJ), Syndicat national des journalistes (SNJ), SNJ-CGT, LDH (Ligue des droits de l'Homme), Solidaires, Reporters solidaires, Comité de soutien Assange :

- condamnons ces assassinats de journalistes et nous élevons contre les menaces explicites à leur encontre ;
- soutenons l'exigence d'un cessez-le-feu au Proche-Orient et demandons instamment à la France, Etat membre de l'ONU, d'œuvrer de toute urgence pour le respect par les protagonistes des conventions internationales ainsi que des ordonnances de la Cour internationale de justice, d'autant plus que la poursuite de la guerre par Israël crée un risque avéré de génocide à Gaza ;
- réaffirmons que la liberté d'informer est essentielle en démocratie et conforte l'Etat de droit ;
- exigeons l'ouverture de Gaza aux médias internationaux et la protection des journalistes, en commençant par l'évacuation d'urgence des journalistes blessés.

À l'occasion de la Journée internationale pour la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes, nous, signataires, appelons à un **rassemblement le samedi 2 novembre 2024, à 15 heures, place de la République, à Paris.**

**Signataires :** Fédération internationale des journalistes (FIJ), Syndicat national des journalistes (SNJ), SNJ-CGT, LDH (Ligue des droits de l'Homme), Solidaires, Reporters solidaires, Comité de soutien Assange.